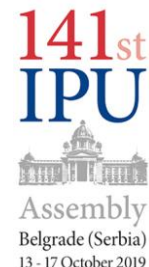




141^e Assemblée de l'UIP

Belgrade (Serbie) 13-17 octobre 2019



Commission permanente
de la paix et de la sécurité internationale

3 octobre 2019

Réunion-débat *Criminalisation du blanchiment d'argent*

*Mardi 15 octobre 2019 (16 h 30 – 18 h 30)
Amphithéâtre (rez-de-chaussée), Bâtiment B, Centre Sava*

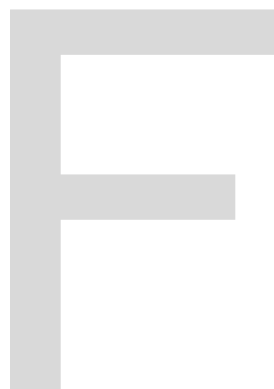
Note d'orientation

Contexte

Le blanchiment d'argent désigne le processus consistant à faire passer des fonds obtenus de manière illégale pour des fonds obtenus de manière légitime. Le blanchiment d'argent et la corruption sont inextricablement liés : derrière l'une de ces pratiques se cache toujours l'autre. Chaque année, des montants exorbitants sont générés par des activités illégales comme le trafic de drogue, l'évasion fiscale, la traite des personnes, le vol, le trafic d'armes et les pratiques de corruption.

Les personnes qui pratiquent le blanchiment d'argent le font pour plusieurs raisons, et notamment pour légitimer des richesses acquises de manière illégale et éviter qu'elles ne soient saisies par les autorités, pour se distancier des fonds illégaux et éviter ainsi des poursuites judiciaires, pour échapper à des impôts dont elles auraient à s'acquitter pour les revenus provenant de ces fonds, ou pour réinvestir les fonds illégaux dans des activités légitimes et augmenter ainsi leurs bénéfices.

Le blanchiment d'argent a des conséquences économiques et sociales considérables. En effet, cette pratique renforce l'économie souterraine, compromet le système financier international et crée des problèmes en termes de crédibilité et de transparence. Elle encourage également le crime car elle permet à des criminels d'utiliser et d'exploiter concrètement leurs fonds illégaux. Le blanchiment d'argent a pour effet de "criminaliser" la société : des personnes peuvent faire des bénéfices légitimes en réinvestissant leurs fonds illégaux dans des activités légitimes. Enfin, cette pratique nuit au développement humain, à la sécurité internationale et aux économies nationales. Elle sape l'intégrité des systèmes financiers, réduit les recettes fiscales de l'État et affaiblit le contrôle des gouvernements sur l'économie.



#IPU141

Lors de cette réunion, les questions suivantes seront abordées :

- Pourquoi les parlementaires doivent-ils porter leur attention sur le blanchiment d'argent ?
- Quel est le statut de la criminalisation du blanchiment d'argent dans la loi, et comment peut-on remédier aux lacunes ?
- Quelles mesures spécifiques les parlementaires peuvent-ils prendre pour contribuer à la prévention des transactions illégales et de la corruption ?
- Comment les parlementaires peuvent-ils veiller à ce qu'un cadre législatif solide et efficace soit mis en place pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ?
- Comment les parlementaires peuvent-ils lutter contre l'impunité et veiller à la transparence pour qu'aucun fonctionnaire public, individu ou organisation/entreprise ne soit au-dessus des lois dans les cas de corruption et d'infractions liées au blanchiment d'argent ?

Résultats attendus

Cette réunion vise à examiner comment les parlementaires du monde entier peuvent contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre efficace de stratégies de lutte contre le blanchiment d'argent. Les participants se pencheront sur les difficultés, pour les parlementaires, de contrôler les lois existantes et de promulguer des lois plus strictes pour mettre un terme aux crimes de corruption et de blanchiment d'argent, qui en alimentent d'autres comme le financement du terrorisme, la traite des personnes et le trafic d'armes de petit calibre.

Déroulement de la réunion

Cette réunion prendra la forme d'un débat interactif auquel participeront des parlementaires et des experts. Les intervenants commenceront par quelques observations liminaires, puis la parole sera donnée aux participants pour un échange de vues, de questions et de réponses.